

Lettre des corédacteurs **Letter from the co-editors**

Louis Simard et Frank Ohemeng

Volume 8, numéro 1, 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1038914ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1038914ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre d'études en gouvernance de l'Université d'Ottawa

ISSN

1912-0362 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Simard, L. & Ohemeng, F. (2011). Lettre des corédacteurs / Letter from the co-editors. *Revue Gouvernance / Governance Review*, 8(1).
<https://doi.org/10.7202/1038914ar>

Tous droits réservés © Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Lettre des corédacteurs

Vol.8, No. 1, décembre 2011, Page 75

Louis Simard et Frank Ohemeng

C'est avec grand plaisir que nous vous présentons ce nouveau numéro de la *Revuegouvernance*. Il contient quatre articles originaux qui traitent sous différents angles de la notion de gouvernance. Les secteurs et domaines mis à contribution sont forts variés tout comme leur origines : immigration au Québec, agences électorales au Canada, santé en Haïti et au Mali. Cette diversité propose néanmoins des regards convergents qui mettent en évidence des composantes communes de la gouvernance. Il s'agit notamment de la participation des acteurs au processus décisionnels, des dispositifs d'inclusion ou d'exclusion de ceux-ci, des mécanismes de coordination, du rôle de l'État et des défis de son intervention, de l'influence du contexte sociopolitique, de la place des professionnels et des experts comme celles des instruments d'action publiques et de leurs effets sur les modes de régulation.

L'article de François Rocher propose un retour sur l'expérience de la Commission Bouchard-Taylor qui portait à l'origine sur les accommodements raisonnables en analysant le discours des minorités ethnoculturelles quant au rôle souhaité de l'État et au modèle de gouvernance qu'il implique. L'analyse de contenu des mémoires déposés lors du débat public débouche sur des constats hétérogènes et un discours qui somme toute va plutôt à contre courant quand au mode de gouvernance anticipé.

La gouvernance électorale est en pleine transformation. Le développement des agences et des instruments d'action publique en témoignent. L'étude comparée des quatre cas que propose Jonathan Craft offre une contribution riche et originale à cet égard. De nouveaux instruments visent à développer la participation d'acteurs historiquement absents des exercices électoraux et bien que certaines tendances soient observables, les choix, les combinaisons les pratiques varient d'une institution à l'autre.

La régulation mondiale en matière d'essais clinique rencontre des défis majeurs dans les pays en émergence. Quel est le rôle des autorités publiques? Le cas malien a fait l'objet d'une étude exploratoire via une série d'entretiens semi-dirigés auprès des différentes catégories d'acteurs impliqués dans ces dispositifs. Selon Diadié Maïga, Lise Lamothe, Bryn Williams-Jones et Régis Blais, la configuration du champ organisationnel et la faiblesse des autorités publiques pourraient expliquer tout le travail qui reste à faire afin de répondre aux normes dans le domaine.

Enfin, c'est à des conclusions semblables qu'en arrivent Anne Foro, Jean-Louis Denis et François Champagne. En effet, la lutte contre le VIH en Haïti fait face à plusieurs obstacles. La gouvernance de la santé publique sur cette question doit composer avec un contexte sociopolitique instable, la faiblesse de l'acteur public, une confusion des rôles, une hétérogénéité des cultures organisationnelles et une coordination entre les acteurs peu formalisée. Néanmoins, grâce à ce diagnostic établi sur la base d'entretiens semi-directifs, d'observations non-participantes et une analyse documentaire, comme dans l'article précédent, des solutions sont à privilégier.

Bonne lecture !

Louis Simard, corédacteur

Frank Ohemeng, co-editor

Letter from the co-editors

Vol.8, Issue 1, December 2011, Page 75

Louis Simard and Frank Ohemeng

It is with great pleasure that we present this new issue of *Revue governance*. This issue contains four original articles dealing with different perspectives on the notion of governance. The articles focus on different sectors and areas, and their settings vary significantly yet all contribute to our understanding of the subject. The areas covered include: immigration in Quebec, election agencies in Canada, and health in Haiti and Mali. This diversity nonetheless offers convergent glances that highlight common components of governance. These include the participation of stakeholders in the decision-making process, devices for inclusion or exclusion of these stakeholders, the mechanisms for coordination, the role of the state and the challenges of its intervention, the influence of the socio-political context, the place of professionals and experts in public actions and their effects on modes of regulation.

The article by François Rocher proposes a return to the experience of the Bouchard-Taylor Commission, which was originally on 'reasonable accommodation' by analyzing the discourse on the issue of ethno-cultural minorities, the role of the state that they ask for and the nature of the governance model that it brings. The analysis of the contents of the public debate leads to heterogeneous findings that go against current thinking and the expected mode of governance.

Electoral governance is in full transformation and the development of agencies in this field is a witness of this phenomenon. Jonathan Crafts' paper compares four cases of agencies in Canada, and offers a rich and original contribution on this issue. The author acknowledges how the development of new instruments are intended to ensure the involvement of the electoral actor, historically absent from such governance reforms, as well as observes some trends, choices and practices, which vary from one institution to another.

World regulation of clinical trials meets major challenges in emerging and developing economies. What is the role of public authorities? The Malian case has been the object of an exploratory study through a series of semi-structured interviews with the various categories of actors involved in these devices. Daidié Maïga, Lise Lamothe, Bryn Williams-Jones and Régis Blais acknowledge the difficulties of public authorities in regulatory governance and note that the configuration of the organizational field and the weakness of public authorities in this mode of governance explain all the work that remains to be done in order to meet the standards required in this field.

Finally, the last article draws a similar conclusion on the question of the role of stakeholders in public governance as the previous one. According to Anne Foro, Jean-Louis Denis and François Champagne, the fight against the HIV disease in Haiti faces several obstacles and the public health governance on this issue deals with an unstable socio-political environment, the weakness of the public sector actors, the confusion of roles among the various actors, the heterogeneity of organizational cultures and less formalized coordination among the actors. The authors, through semi-structured interviews and a careful review of the relevant literature, made a number of suggestions, which could help to resolve the public governance problems related to the fight against HIV.

Enjoy reading!

Louis Simard, corédacteur

Frank Ohemeng, co-editor
